

# Initiative des citoyens européens contre la privatisation de l'eau

## Tommaso Fattori

*« Ambassadeur » de l'ICE sur « L'eau, un droit humain », promoteur du succès du référendum italien contre la privatisation des services publics, membre fondateur des mouvements du Mouvement européen de l'eau et du Forum italien de l'Eau ; directeur de Transform! Italia et expert consultant auprès du Conseil de l'Europe sur le projet lancé en 2010 : « Les droits humains des personnes en situation de pauvreté » \**

## Contexte et victoires

Le néolibéralisme utilise la crise pour détruire les droits sociaux et privatiser les biens communs, les biens publics et les services publics. En d'autres termes, l'austérité est un outil du néolibéralisme et il a été décidé de poursuivre la politique d'austérité et de ne pas mettre fin à la crise pour exploiter les opportunités ouvertes par la crise. Il s'agit donc de poursuivre, ou plutôt d'accentuer la redistribution des revenus, de la richesse et du pouvoir politique du bas vers le haut qui a eu lieu depuis les années 1980 ; cette redistribution inverse est menacée par la crise soudaine et par l'échec des politiques néolibérales. Aujourd'hui, en pleine crise de surproduction, les services publics deviennent pour le capital un autre domaine essentiel à investir pour s'assurer d'importantes marges de profit.

La bonne nouvelle est que ce processus, loin d'être inexorable, peut être stoppé, comme en témoignent les luttes victorieuses contre la privatisation de l'eau dans toute l'Europe. Grâce à l'utilisation et au renouvellement des outils démocratiques, à la construction de larges coalitions sociales, les citoyens parviennent à arrêter la privatisation de l'eau au niveau local, national

\* À noter qu'un ouvrage en est résulté : *Vivre en dignité au xx<sup>e</sup> siècle, Pauvreté et inégalité dans les sociétés de droits humains : le paradoxe des démocraties*, éditions du Conseil de l'Europe, juin 2013 ; téléchargeable sur le Net. – [NDLR]

et supranational. Ces victoires – et les impressionnantes alliances sociales qui permettent de les obtenir – méritent d'être soulignées et peuvent être considérées comme des « modèles » pour les luttes dans différents domaines.

La liste des victoires est longue : à Paris, grâce à la forte volonté politique de la municipalité, le service de l'eau a été remis en gestion municipale et les deux plus grandes multinationales de l'eau du monde ont été évincées (la gestion publique a permis de baisser les tarifs de 8 % et d'économiser 30 millions d'euros par an, somme qui constituait auparavant les profits du gestionnaire privé). Deux référendums municipaux réclamés par des coalitions sociales ont remporté la victoire, à Madrid et à Berlin, où la municipalité a récemment décidé de remunicipaliser le service et de racheter les parts des actionnaires privés. Il y a deux ans, nous avons aussi remporté le référendum national en Italie, où 26 millions d'Italiens ont rejeté la privatisation imposée des services publics locaux et interdit de tirer un bénéfice de la gestion des services d'eau. Aujourd'hui, nous allons vers notre première victoire significative au niveau de l'UE, puisque l'Initiative citoyenne européenne (ICE) sur le thème « L'eau, un droit humain » a recueilli près de 2 millions de signatures dans 13 pays, le double du seuil requis. C'est la première ICE de l'histoire à avoir atteint le quorum et elle sera présentée à la Commission européenne d'ici à la fin de 2013.

### **L'initiative citoyenne européenne (ICE) sur l'eau comme droit humain**

Remontons en arrière. Bien qu'insuffisante, l'ICE est le premier outil permettant aux citoyens de participer directement à l'élaboration des politiques de l'UE. L'ICE permet qu'1 million de citoyens au moins, issus d'au moins 7 États membres de l'UE inscrivent une question importante dans l'agenda politique européen pour « inviter » la Commission européenne à proposer de légiférer sur des questions qui relèvent des compétences de l'UE. Toutefois « l'invitation » à la Commission est loin d'être une obligation contraignante ou stricte et la réponse à l'initiative peut être évasive. Mais, par ailleurs, la mobilisation sociale autour de l'ICE sur l'eau constitue déjà une menace pour la Commission. En juin, le commissaire européen en charge du Marché intérieur et des services, Michel Barnier, a déclaré que, selon lui, « il semble aujourd'hui que la meilleure solution semble de retirer l'eau de la portée de la directive sur les concessions ». Barnier a également ajouté : « Je comprends parfaitement pourquoi les citoyens sont en colère et bouleversés quand on leur annonce la privatisation de leurs services d'eau contre leur volonté. Cela a entraîné la première initiative des citoyens européens et 1,5 million de personnes ont signé une pétition sur l'eau. » En bref, l'ICE sur l'eau a déjà atteint un résultat politique important et obtenu une victoire extraordinaire avant même d'arriver officiellement sur le bureau de la Commission. Cela prouve

que nous ne sommes pas du tout impuissants, et qu'il est possible de changer le cours des processus de privatisation, qui ne sont imparables qu'en apparence. Cela montre l'importance stratégique des alliances sociales : le succès du référendum de 2011 en Italie a permis d'ouvrir un espace pour lancer l'ICE avec beaucoup de clairvoyance et d'importants efforts d'organisation de la Fédération européenne des syndicats des services publics – qui représente plus de 265 syndicats et 8 millions de travailleurs des services publics de toute l'Europe. Cette initiative a été soutenue par les différents réseaux et organisations transnationaux comme EAPN<sup>1</sup>, APE<sup>2</sup>, BEE<sup>3</sup> et par les mouvements sociaux de toute l'Europe, avec comme point de départ le Forum italien des mouvements de l'eau et le récent réseau du mouvement européen de l'eau. Ces organisations et mouvements luttent ensemble contre la privatisation et la marchandisation de l'eau, pour la gestion publique et collective de cet élément indispensable à la vie, en s'appuyant sur la participation démocratique des citoyens et des travailleurs. Il apparaît clairement encore une fois que si nous sommes unis et si nous parvenons à construire des alliances sociales solides autour d'objectifs fédérateurs spécifiques, nous pouvons obtenir la victoire et changer les rapports de force.

Qu'en est-il du contenu de l'ICE sur « l'eau comme droit humain » ? Compte tenu du « principe de neutralité » concernant la propriété publique ou privée de l'entreprise fournissant des services d'intérêt général déjà présent dans le traité de Rome et encore formellement valable dans l'UE, nous avons stratégiquement choisi l'approche des droits humains pour lutter contre la vague néolibérale de privatisations et la « post-démocratie austéritaire », avec l'objectif d'encourager les processus de retour au domaine public. En effet, en 2010, le droit humain à l'eau et à l'assainissement a été reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies, grâce à l'initiative des gouvernements des pays du Sud (notamment la Bolivie) et grâce au travail long et acharné des mouvements sociaux du monde entier. Chaque individu dispose maintenant du droit à l'assainissement et à l'accès à une quantité quotidienne suffisante d'eau potable qui réponde aux normes internationales de qualité. Mais ce droit risque de rester un droit formel, écrit sur le papier, sans aucune mise en œuvre ni aucun engagement de la responsabilité des institutions publiques. Le but de l'ICE est de pousser la Commission européenne à mettre l'accent sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour tous les résidents européens, en adoptant une approche fondée sur les droits au lieu de son approche actuelle fondée sur le marché. Dans l'UE-27, plus d'un million de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ou à l'assainissement et la privatisation des services d'eau conduit à des déconnexions du réseau pour les gens démunis qui ne peuvent payer pour le minimum vital de quantité d'eau quotidienne. L'UE doit aider les États qui sont dans l'incapacité de fournir à 100 % l'eau et l'assainissement. Il faut également un cadre juridique pour ga-

rantir la responsabilité des gouvernements et soutenir les citoyens qui exigent l'application de leurs droits, lorsque les États n'ont pas la volonté politique de le faire. Les gouvernements ne peuvent transférer leurs responsabilités ou laisser le contrôle des ressources naturelles en eau à des entreprises privées : ces services ne peuvent pas être laissés aux forces du marché. Jusqu'à présent, l'objectif principal de l'Union européenne a été de créer un marché unique des biens et des services. L'approche fondée sur les droits est donc importante pour sortir les biens communs et les services publics du marché capitaliste et du processus d'accumulation. L'eau n'est pas une marchandise ouverte à la concurrence, dont la gestion peut générer des profits privés, mais elle est un bien commun appartenant à tous, qui doit être sauvegardé en protégeant les intérêts des générations futures. « Les droits humains, et non la concurrence ou l'achèvement du marché intérieur, doivent être au centre de l'élaboration des politiques de l'eau », comme nous l'avons répété pendant la campagne qui a conduit au succès de l'ICE.

Pour résumer, les trois principales revendications de l'ICE sont les suivantes : 1) que les institutions européennes et les États membres aient l'obligation de veiller à ce que tous les habitants jouissent du droit à l'eau potable et à l'assainissement ; 2) que la Commission européenne cesse de poursuivre sa politique de libéralisation : la gestion des ressources en eau ne doit pas être soumise aux règles du marché intérieur et les services d'eau doivent être exclus de la libéralisation. « Pas d'argent, pas d'eau » est la conséquence de l'introduction d'un marché des services de l'eau ; y mettre fin était un autre slogan de la campagne de l'ICE ; 3) que l'UE accroisse ses efforts pour parvenir à l'accès universel à l'eau et à l'assainissement : dans le monde 1 400 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement. L'Europe doit faire davantage pour s'assurer que les gens puissent jouir du droit humain à l'eau et à l'assainissement dans d'autres parties du monde également, en intégrant la réalisation de l'accès universel à la politique de développement de l'UE.

### **Voies démocratiques contre la « post-démocratie austéritaire »**

Outre l'eau, un autre élément fondamental relie à l'ICE les référendums italien, de Berlin et Madrid, c'est la démocratie elle-même. Tout cela concerne le fait de mettre la démocratie devant les intérêts des entreprises et des marchés financiers : le droit à l'eau et la démocratie sont étroitement liés tout comme le sont les privatisations et la post-démocratie. C'est aux peuples d'Europe de prendre les décisions concernant les biens communs et les services publics et non à la troïka. Grâce à des outils démocratiques comme les référendums, les projets de loi des citoyens et les ICE, nous pouvons nous opposer à la révolution silencieuse descendante en cours en Europe : il s'agit de morceaux

d'une réponse collective, démocratique, ascendante aux grandes puissances économiques et financières qui ont décidé, pour reprendre une expression de Brecht, de « dissoudre le peuple » et de gouverner directement par la BCE, le FMI et la Commission.

Aujourd'hui, il est extrêmement important d'articuler la lutte pour la défense des biens et des services communs et publics à la construction d'une nouvelle et véritable démocratie. L'union entre le capitalisme d'une part et la démocratie formelle et représentative d'autre part, loin d'être « naturelle », est un produit d'événements historiquement déterminés, et il est donc possible de modifier la situation. Le compromis social-démocrate qui a prévalu dans les années d'après-guerre et qui a adossé capitalisme, État-providence et démocratie représentative, se révèle être une simple parenthèse dans l'histoire du capitalisme lui-même. On l'a vu de façon saisissante avec l'arrêt du référendum prévu en Grèce sur le mémorandum de la troïka, avec la lettre scandaleuse de la BCE au gouvernement italien, qui demandait à ce dernier de privatiser les services publics, à l'encontre du référendum de 2011 adopté par le peuple ; mais on le voit surtout à la façon dont la nouvelle gouvernance européenne se construit, à travers les deux *packs*, le *six pack* et le pacte budgétaire : du déficit démocratique qui afflige le projet européen depuis le début jusqu'à la régression oligarchique actuelle. C'est ce que je qualifierai de « post-démocratie austéritaire » ; en d'autres termes, la post-démocratie décrite par Colin Crouch a fait un autre saut qualitatif : elle se distingue d'une part par l'austérité dans les politiques économiques, d'autre part par une approche autoritaire du contrôle de la dynamique sociale et son refus explicite d'une partie considérable des outils de démocratie représentative du xx<sup>e</sup> siècle, mettant ainsi un terme définitif au cycle de compromis social-démocrate.

Ce n'est donc pas par hasard que les mouvements sociaux et les syndicats se rassemblent pour recommencer à zéro, précisément à partir de la construction d'une nouvelle démocratie, comprenant l'utilisation d'instruments tels que les référendums ou l'ICE. La recherche de formes de démocratie directe et de démocratie délibérative est un élément fédérateur pour les mouvements sociaux (des mouvements sur les biens communs aux indignés), les syndicats et d'autres associations de la base. Ce sont des voies communes qui vont au-delà des questions simples et tentent de repenser des pans entiers de l'Union et des politiques européennes, à partir de « campagnes sociales ayant un objectif commun », comme celle sur l'eau. J'insiste sur le mot Europe, pour qu'il soit clair que la dimension européenne est décisive et irrévocable : l'espace européen est « l'espace minimum » nécessaire si nous voulons construire une alternative économique et sociale crédible. Sous-estimer la dimension mondiale de l'affrontement entre le capital et le travail est une erreur et constituerait une grave faiblesse pour les biens communs, le bien-être, la nature et le travail, mais ce n'en serait certainement pas une pour le capital. Nous ne

pouvons pas remettre le projet européen entre les mains de la troïka et des marchés financiers.

C'est la raison pour laquelle nous construisons des réseaux continentaux thématiques, comme le EWM <sup>4</sup>, et c'est pourquoi, à la suite de la crise des institutions altermondialistes enracinées à la base (comme le Forum social européen), les mouvements sociaux de toute l'Europe se sont réunis à nouveau à « Florence 10+10 » et à l'Alter Sommet pour élaborer une stratégie commune, comprenant des actions communes contre les politiques d'austérité et en faveur de la solidarité, des droits pour tous et de la justice sociale en Europe. Mais la construction d'une alliance sociale euro-méditerranéenne, allant au-delà de la fragmentation des luttes sociales existantes pour changer les rapports de force, n'est pas une tâche facile. Pour l'instant, la première étape fondamentale du processus semble avoir été couronnée de succès : de larges coalitions se sont créées sur des objectifs précis et des luttes symboliques telles que celles pour l'eau comme bien commun et un revenu de base. L'ICE semble aujourd'hui un instrument adapté à la coalescence des forces sociales autour d'un objectif commun et de campagnes européennes qui font participer les citoyens et sont force de cohésion. Un groupe de coordination à l'échelle du continent, pour rassembler sur des projets issus d'ICE spécifiques et planifier ensemble, pourrait fournir une base solide pour un programme social alternatif pour l'Europe, né à la base et construit par le bas. Cependant, il reste une question ouverte et non résolue : comment, collectivement, mettre en place une campagne unificatrice en Europe, sur des éléments transversaux aux questions propres à chaque pays ? La mère de toutes les campagnes est et restera probablement la campagne contre le pacte budgétaire, qui doit prendre une forme différente dans chaque pays et qui reste à construire ensemble et de façon coordonnée dans toute l'Europe. Nous devons commencer par étudier la possibilité d'appeler à un référendum national contre l'inscription de l'équilibre budgétaire dans les constitutions, qui imprime l'austérité dans l'ADN de nos pays et de l'Europe. C'est une façon de frapper au cœur tout à la fois la post-démocratie austéritaire et le capitalisme financier qui en est la cause. ■

## Notes

- 1) EAPN : European Anti Poverty Network [Réseau européen de lutte contre la pauvreté].
- 2) APE : Aqua Publica Europea qui rassemble les opérateurs publics des services d'eau et d'assainissement au niveau de l'Europe pour la promotion et le développement de la gestion publique de l'eau.
- 3) BEE : European Environmental Bureau [Bureau Européen de l'environnement], fédération des organisations de citoyens pour l'environnement.
- 4) Environment Water Management : réseau de spécialistes de la gestion environnementale de l'eau.